SÉNAT DE BELGIQUE.

SESSION DE 1864-1865.

Documents communiqués par M. le Ministre de la Justice concernant les réclamations du Gouvernement des Pays-Bas, au sujet du Projet de Loi relatif aux fondations en faveur de l'enseignement public ou au profit des boursiers.

(Voir les Nos 16, 122, 159, 147, 148, 167, 168, 178 et 185 de la Chambre des Représentants, le N° 113 du Sénat, session de 1862-1865 et le N° 18, session extraordinaire de 1864.)

Lettre de M. le Ministre des Pays-Bas à M. le Ministre des Affaires étrangères, du 6 février 1863.

Bruxelles, le 6 février 1865.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Mon Gouvernement ayant pris connaissance du Projet de Loi présenté aux Chambres belges, sur les fondations en faveur de l'enseignement et au profit des boursiers, a constaté avec étonnement et regret que les dispositions de ce Projet de Loi porteraient, si elles étaient adoptées, une atteinte grave aux droits de propriété toujours respectés jusqu'ici, que les Pays-Bas peuvent revendiquer par rapport aux bourses dont la jouissance et la collation appartiennent à des sujets néerlandais.

Le Gouvernement du Roi est déjà saisi de nombreuses et pressantes réclamations de la part des ayants droit. Il se persuade toutefois que le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges ne peut avoir eu l'intention ni de disposer d'une propriété étrangère sans entente préalable, ni d'enlever aux intéressés néerlandais la jouissance d'un droit qu'ils devaient considérer comme à l'abri de toute atteinte, et qui est, pour tous les ayants droit, soit boursiers, soit collateurs, identique et inséparable.

Indépendamment, en effet, de ce qu'ils peuvent tous invoquer le même titre, il est à remarquer que les bourses hollandaises étant établies en faveur de jeunes gens néerlandais, le droit de collation ne peut également, en raison de la nature et du but même des fondations, s'exercer utilement que par des sujets néerlandais. On comprendrait difficilement comment une autorité

étrangère pourrait posséder les éléments d'appréciation nécessaires, relativement aux droits et aux mérites respectifs des jeunes gens appelés à recueillir le bénéfice des fondations de bourses existant à leur profit.

Mon Gouvernement est d'autant plus porté à voir dans les dispositions soumises aux Chambres belges, en tant qu'elles affectent les intérêts néerlandais, le résultat d'une erreur ou d'un oubli, que le Gouvernement belge lui-même a reconnu antérieurement la convenance de n'agir en cette matière que de commun accord avec les Pays-Bas, et qu'il se trouve encore saisi des propositions adressées par le cabinet de La Haye au ministre de Belgique près la cour des Pays-Bas, sous les dates des 11 avril 1851 et 10 avril 1855, auxquelles il n'a pas été répondu jusqu'ici.

En me donnant l'ordre de présenter ces observations, mon Gouvernement se flatte que le cabinet de Bruxelles reconnaîtra volontiers que l'équité exige qu'il ne soit porté aucune perturbation dans la situation actuelle, relative aux bourses d'études hollandaises, à moins que le Gouvernement belge ne préfère convenir d'un arrangement sur le pied des propositions précitées du 11 avril 1851.

Le caractère d'urgence que présente cette affaire et les inquiétudes qu'elle suscite dans les Pays-Bas me font en même temps espérer que Votre Excellence voudra bien me transmettre sa réponse dans le délai le plus rapproché possible.

Veuillez agréer, etc.

L. GERICKE.

**Lettre de M. le Ministre des Affaires Étrangères à M. le
Ministre des Pays-Bas, du 21 mars 1863.**

Bruxelles, le 21 mars 1863.

MONSIEUR LE BARON,

Votre Excellence m'a adressé, sous la date du 6 février dernier, un office relatif au Projet de Loi récemment présenté aux Chambres belges sur les fondations en faveur de l'enseignement.

J'ai l'honneur de remettre sous ce pli à Votre Excellence une note en réponse à cette communication.

Cette note, Monsieur le Baron, me paraît suffisamment établir que les fondations en faveur de l'enseignement et des études sont des établissements d'utilité publique, qui, comme toutes les institutions de ce genre, doivent leur existence au pouvoir souverain, lequel a et conserve toujours le droit d'en déterminer et d'en modifier l'organisation pour les mettre en harmonie avec les institutions du pays.

Le régime de ces établissements constitue donc une affaire d'administration intérieure qui est en principe du ressort exclusif des pouvoirs publics.

Je n'ai point voulu toutefois décliner le soin de rencontrer les observations

que Votre Excellence a présentées au nom de son Gouvernement et au sujet desquelles les bons rapports que j'ai l'avantage d'entretenir avec elle me portaient tout naturellement à lui fournir les explications les plus détaillées.

J'aime à me persuader, au surplus, que les considérations qui sont exposées dans la note ci-annexée seront de nature à convaincre le Gouvernement néerlandais que le Projet de Loi sur les bourses repose sur les principes qu'il a toujours pratiqués lui-même.

En ce qui concerne les pourparlers qui ont eu lieu entre la Belgique et les Pays-Bas, relativement aux bourses d'études, il est à observer que le Gouvernement du Roi a constamment soutenu que les fondations sont des établissements nationaux qui ne dépendent que de la puissance souveraine de la Belgique, et qui doivent être administrées sans intervention d'aucun pouvoir étranger, quelles que soient les personnes appelées à la jouissance ou à la collation des bourses. Le Gouvernement néerlandais est allé au contraire jusqu'à réclamer la translation en Hollande des fondations mêmes, de leur administration supérieure et inférieure, et du siège des études.

En présence d'une divergence aussi marquée et de l'obligation pour le Gouvernement du Roi de maintenir des principes dont il ne pourrait se départir sans abandonner ses droits et ses intérêts, nous n'avons pas cru qu'il pût y avoir quelque utilité à rouvrir des pourparlers interrompus depuis aussi longtemps.

L'opinion du Gouvernement belge n'a point varié dans cette matière, et l'on peut citer comme exemple l'arrêté royal du 9 novembre 1856 qui a remplacé d'office le curé de Mesch (Limbourg hollandais) par le curé de Montenaeken (Belgique) comme administrateur collateur de la fondation de Keyens, en se fondant sur ce *que le premier a cessé d'appartenir à notre pays.*

S'il n'a pas été disposé de même à l'égard de tous les fonctionnaires ou dignitaires étrangers, qui participent encore chez nous à des collations, c'est uniquement parce que l'on a voulu comprendre cet objet dans la nouvelle loi sur les fondations d'instruction.

Veillez agréer, etc.

CH. ROGIER.

*Note annexée à la lettre de M. le Ministre des Affaires Etrangères, du
21 mars 1863.*

D'après les règles du droit public, les fondations de toute espèce sont des établissements d'utilité générale, tenant leur existence du pouvoir souverain, qui conserve toujours le droit d'en modifier l'organisation et les conditions dans un but d'intérêt public.

Ce caractère des fondations résulte de la nature de leurs éléments constitutifs. En effet, toute fondation suppose :

1° Un *intérêt social*, c'est-à-dire des avantages généraux pour la société considérée dans son ensemble. Les fondations sont autorisées, non pas en vue des convenances de telles familles ou de tels individus, mais, au contraire

ces individus ou ces familles sont admis au bénéfice des fondations, parce que celles-ci sont jugées utiles à la prospérité commune. L'intérêt privé est essentiellement subordonné ici à l'utilité publique ;

2° La *personnification civile* qui donne à la fondation une existence propre et indépendante d'autres personnes, et lui permette d'agir et de faire valoir ses droits ;

3° Une *dotation* qui ait une affectation particulière et perpétuelle ;

4° Une *administration publique*, c'est-à-dire, des préposés ayant envers le pouvoir exécutif le caractère de subordonnés, toujours soumis à son action ;

Et 5°. Des *règlements* à suivre par ces préposés, pour atteindre sûrement le but de la fondation.

Or, la détermination de l'intérêt social, la création de personnes civiles, l'affectation particulière et perpétuelle de la dotation, l'établissement d'administrations officielles et la promulgation de règles qui engagent la société, ce sont là des questions d'un ordre bien supérieur aux intérêts privés, des prérogatives qui ne peuvent appartenir qu'à la puissance souveraine. Et comme en cette matière, l'utilité générale est à la fois le fondement du droit et le but qu'il s'agit d'atteindre, la constitution des fondations est forcément subordonnée aux modifications qu'il serait nécessaire d'y introduire pour les mettre en harmonie avec les institutions du pays où elles sont établies.

Ces principes sont incontestables et ont toujours été observés dans notre pays.

Aux Pays-Bas, tant sous la domination espagnole que sous le régime autrichien, époques qui ont vu surgir la plupart de nos fondations de bourses d'études, une foule de décrets, de règlements et d'ordonnances témoignent du pouvoir souverain que les princes exerçaient sur les fondations en général.

Il en est de même en France (1), où les lois de la révolution allèrent jusqu'à supprimer les fondations et à faire entrer leurs biens dans le domaine de l'État.

Ces mêmes principes, énoncés plus haut, servent de fondement aux arrêtés du roi Guillaume I^{er} en dates du 26 décembre 1818 et du 2 décembre 1823, qui régissent encore la matière des bourses d'études. Quoique ces arrêtés commandent le respect de la volonté des fondateurs, ils n'ont eu d'autre but que de réorganiser les fondations comme établissements publics (ce nom leur est donné expressément dans les art. 17 et 29 de l'arrêté de 1823) et de les soumettre, en vertu des pouvoirs de l'État et de l'utilité générale, à des règles uniformes et invariables, *malgré toutes les clauses contraires des actes de fondation*.

Sur cette question fondamentale, la jurisprudence est d'accord avec la doctrine et la pratique administrative.

Voici, en effet, dans quels termes un arrêt de la Cour de cassation de Belgique, du 16 juillet 1846, a reconnu le pouvoir du souverain à l'égard de l'organisation des fondations :

(1) Voir l'article de Turgot, dans l'Encyclopédie, au mot *Fondation*. — Id. Merlin, Répertoire, au même mot.

« Attendu que les fondations de bourses d'études ne peuvent être envisagées que comme des établissements d'utilité publique qui, placés sous la haute tutelle du Gouvernement, qui leur donne leur existence légale, demeurent soumis à toutes les mesures qu'il croit devoir prescrire dans l'intérêt général, pour leur administration et pour atteindre le but même de la fondation; que les moyens d'atteindre ce but, selon les circonstances, et dans un intérêt d'ordre public, appartiennent entièrement à l'autorité administrative. »

Et cette autorité ne peut être autre que l'autorité belge. Les fondations qui ont leur siège dans notre pays sont des établissements nationaux, car leur existence ne dérive que de nos lois et ne se perpétue que par elles. A cet égard, il n'y a pas d'exception à faire pour les fondations qui doivent leur origine à des étrangers, parce que les libéralités des fondateurs ne sont que de simples offres : c'est l'octroi de la puissance publique qui donne naissance à la fondation et en détermine le mode et le caractère. En demandant l'érection des fondations comme établissements de la nation belge, les fondateurs étrangers ont adhéré à tous les statuts, présents et futurs, de notre droit public.

Il est vrai, pour ce qui regarde la Hollande, que quelques fondations datent de l'époque où les deux pays se trouvaient réunis; mais, par le fait de leur séparation, chacun d'eux est devenu seul maître des établissements publics qui ont leur siège sur son territoire, et l'autre pays est devenu entièrement étranger à ces établissements; sinon, il faudrait soutenir que le Gouvernement néerlandais a conservé des pouvoirs sur nos institutions et réciproquement, ce qui est inadmissible.

Au surplus, les règles qui précèdent ne sont pas, pour nous, une théorie pure. La Belgique a reconnu par des faits, et contre elle-même, que toute fondation appartient au pays dans lequel elle est établie. Lors de la cession d'une partie du Limbourg et du Luxembourg, elle a remis au Gouvernement de ces pays tous les titres des fondations qui y avaient leur siège, quoique les collateurs de plusieurs d'entre elles fussent en Belgique, et que des Belges fussent appelés à en jouir.

Du principe que les fondations de bourses d'études sont des institutions d'utilité générale, il suit que les fonctions d'administrateur, collateur et proviseur constituent des emplois publics et non des droits privés; car elles ne sont que des mandats reçus de l'autorité constituée pour concourir à l'exécution de la fondation. Si la désignation de ces mandataires a été abandonnée aux fondateurs, ce n'est que par une délégation essentiellement révocable du pouvoir souverain.

Ce caractère public des fonctions dont il s'agit, ressort clairement des dispositions de l'arrêté organique du 2 décembre 1825, déjà cité, et notamment: — de l'art. 3, qui place l'administration des fondations sous la surveillance des États députés et du Ministre compétent; — de l'art. 4, qui exige l'approbation supérieure pour les actes excédant les bornes d'une simple administration; — de l'art. 6, qui soumet les comptes à l'approbation de l'autorité publique; — de l'art. 15, qui permet au Ministre de révoquer les administrateurs; — des art. 24 et 26 d'après lesquels les collateurs, administrateurs et

proviseurs doivent être agréés par le même haut fonctionnaire ; — des art 17 et 29, rappelés plus haut ; — et de l'art. 51 qui soumet l'administration des fondations et tout ce qui les concerne, à l'inspection du Ministre.

Or, de ce que les fonctions de collateur, etc., ne sont autre chose que des emplois publics, il résulte, en premier lieu, qu'elles constituent, lorsqu'elles sont confiées à des étrangers, une immixtion réelle dans nos affaires intérieures, immixtion que nous pouvons faire cesser, totalement ou partiellement, en tout moment et en tout état de cause, en vertu du principe de la souveraineté et de l'indépendance nationales.

Il en résulte, en second lieu, que le Projet de Loi présenté aux Chambres ne peut porter aucune atteinte au droit de *propriété* dans le chef des collateurs néerlandais, puisque ce droit n'existe pas dans leur personne.

Ces collateurs n'ont en effet qu'un droit de collation attaché à certaines fonctions ou offices et non un droit de propriété, droit civil ou privé, qui, comme tel, ne peut reposer que sur une personne, soit physique, soit morale, et non sur un office quelconque.

Au surplus, les faits démontrent que le Gouvernement des Pays-Bas a toujours considéré lui-même l'administration et la collation des bourses comme des emplois publics qui ne peuvent être remplis par des étrangers. Ainsi, en 1820, le sieur François-Nicolas Chambeau, de Montmédy (France), sollicitait les fonctions de gouverneur (administrateur-collateur) de la fondation de Henri Dumont, à Virton. Voici ce que disait, à ce propos, la commission des fondations, dans son avis du 30 octobre 1820. . . . « Mais la Commission se » trouve fortement arrêtée par la qualité d'étranger. Elle sent tous les incon- » vénients que fait apparoir à cet égard la régence de Virton. Ce gouverneur, » directeur et administrateur d'une fondation dont la surveillance suprême » appartient toujours à la puissance souveraine, est en certaine façon une » personne publique constamment soumise à cette haute surveillance. Or, cette » soumission et la contrainte qui en résulte, en cas de besoin, ne peuvent pas » se concilier avec la qualité d'étranger résidant en pays étranger. »

A la suite de cet avis, la lettre suivante fut écrite au sieur Chambeau :

« Bruxelles, le 12 novembre 1820.

» *Koppy* n° 13.

» Le Roi, disposant sur la requête que vous lui avez adressée le 24 juin » dernier, me charge de vous faire connaître, Monsieur, que la qualité de » parent de Henri Dumont, exigée par ce fondateur pour avoir droit à l'admi- » nistration des bourses qu'il a créées, fût-elle même reconnue vous appar- » tenir, ne suffirait pas pour faire accueillir votre demande, la qualité d'étran- » ger résidant en pays étranger étant incompatible avec les fonctions d'admi- » nistrateur d'une fondation d'instruction publique faite dans Son royaume » et en faveur de ses sujets.

» *Le Ministre de l'Instruction publique, de l'Industrie nationale*
» *et des Colonies.* »

« A. R. FALCK. »

Voici un autre fait :

D'après l'acte de fondation du collège de *Busleiden*, ou *des trois langues* à Louvain, la jouissance des bourses de *Busleiden* appartenait aux jeunes gens de Aire (France), Malines, Steenberg, *Busleiden*, Marville (France), et Arlon.

La collation appartenait aux proviseurs du collège qui étaient le curé de St-Pierre, à Louvain, le président des thèses au collège des théologiens et le prieur des Chartreux, à Louvain.

La présentation était faite par le chapitre d'Aire (France), le chapitre de l'église de St-Rombaut à Malines, le curé et le magistrat d'Arlon, le curé et le magistrat de Marville (France).

D'après l'arrêté ministériel du 13 avril 1821, qui a rétabli la fondation, la jouissance des bourses est réservée *aux régnicoles des Pays-Bas* et le droit de collation est donné *au Chapitre de Malines* pour moitié et *au Bourgmestre et au curé d'Arlon*, pour l'autre moitié. « De cette manière, » disait la Commission des bourses, dans son rapport qui a précédé l'arrêté, « *les étrangers* » se trouveraient exclus virtuellement de toute participation, *soit à la collation, soit à la jouissance* des bourses, » preuve manifeste que le gouvernement des Pays-Bas considérait les fonctions de collateur comme incompatibles avec la qualité d'étranger. Il allait même beaucoup plus loin, il appliquait le même principe au droit de *jouissance* des bourses que le Projet de Loi maintient au contraire de la manière la plus complète.

Ce projet est basé sur les principes énoncés plus haut et se justifie, en outre, par des considérations d'ordre politique et de convenance administrative. Admettre les fonctionnaires étrangers à la direction de nos établissements, c'est d'abord *mettre cette direction à la merci du souverain étranger qui nomme ces fonctionnaires*; ensuite, comme il s'attache toujours à la qualité de ceux-ci un intérêt qui n'est pas identique au nôtre, c'est nous exposer à devoir entrer malgré nous dans des vues contraires à celles qui dominent dans notre pays, et à voir tourner contre nous-mêmes nos institutions d'utilité générale.

Aucune nation d'ailleurs ne délègue une fraction de la puissance publique qu'à ceux que peut atteindre une responsabilité efficace. Comme le faisait justement remarquer la Commission des bourses en 1820, à l'égard du sieur Chambeau, nous n'avons ni garanties ni moyens de contrainte contre les étrangers.

L'intervention d'administrateurs ou de collateurs étrangers, sur lesquels le gouvernement belge n'a pas d'action, peut mettre en souffrance le service des bourses et stériliser les fondations. Et ce n'est point là une simple hypothèse : l'évêque de Bois-le-Duc est collateur d'un certain nombre de fondations ou parties de fondations ayant ensemble un revenu de plus de neuf mille francs (non compris l'important revenu de la fondation de Paul III et Charles-Quint, dite des dîmes de Schyndel, que le domaine néerlandais percevait chaque année depuis 1828, bien qu'aux yeux du Gouvernement du Roi, qui croit l'avoir suffisamment établi, il n'ait aucun titre ni aucun droit de le faire). Or, ce prélat a refusé à partir de 1858, et il refuse encore de conférer les bourses parce que le Gouvernement du Roi exige, conformément à son droit et aux actes constitutifs des fondations, que les études se fassent en Belgique. De manière que toutes les bourses dont il s'agit sont, quant à l'utilité générale, comme si elles n'existaient plus.

L'on objectera peut-être que les inconvénients signalés existent également à l'égard des collateurs étrangers, parents des fondateurs, lesquels sont conservés dans leurs fonctions par le projet. Il est vrai que leur intervention dans la fondation peut aussi donner lieu à quelques-uns de ces inconvénients, mais l'on ne saurait jamais contester qu'il existe dans leur parenté avec l'auteur de la libéralité, dans les rapports de famille, des raisons de maintien qui ne se présentent à aucun degré pour les collateurs à titre de leurs offices ou fonctions. Mais, en tous cas, de ce que nous voulons bien nous exposer à quelques inconvénients, il ne s'en suit pas que nous devons pousser les concessions plus loin et accepter comme participant à l'administration d'un établissement d'utilité publique belge, les fonctionnaires ou préposés à des offices étrangers.

Il vient d'être établi : 1^o que les fondations de bourses, qui ont leur siège en Belgique, sont des établissements publics dont la puissance souveraine de ce pays peut et doit régler l'administration et la constitution comme elle le juge utile, sans qu'aucun autre Gouvernement ait à y intervenir ; et 2^o que l'admission d'administrateurs, collateurs et proviseurs étrangers à titre de droit est une atteinte aux principes de droit qui nous sont communs avec les Pays-Bas, ainsi qu'aux convenances administratives.

Examinons maintenant les réclamations du Gouvernement néerlandais au point de vue des actes des fondations ou, à leur défaut, des documents anciens. Loin que les collateurs hollandais puissent invoquer le même titre que les boursiers, c'est à dire les actes primitifs, la plupart d'entre eux, au contraire, ne tiennent leur droit que des arrêtés ministériels qui, de 1818 à 1850, ont rétabli les fondations.

En effet, il existe *cinquante* fondations de bourses qui ont en ce moment pour collateurs des sujets néerlandais ou grand-ducaux. De ces cinquante fondations, qui ont presque toutes pour objet l'étude de la théologie (1) il en est plus de *trente* dont, d'après les titres primitifs, la collation doit appartenir à des Belges.

Parmi les autres fondations, il en est dont les actes ne désignent pas les collateurs ; il en est aussi dont les titres sont perdus et à l'égard desquelles on ignore si des collateurs étaient désignés ; il en est, enfin, dont la collation devait être partagée entre des Belges et des Néerlandais.

Les bourses, dont la collation a été confiée à des Néerlandais par ces titres, sont donc extrêmement peu nombreuses.

Tous les collateurs belges, comme cela a déjà été dit, ont été remplacés par des sujets néerlandais sous le règne du roi Guillaume I^{er}, par les arrêtés ministériels qui ont rétabli les fondations de bourses. Mais ces arrêtés ne sont que des actes administratifs, et ce que le pouvoir qui régit les fondations a

(1) 22 de ces fondations ont pour objet l'étude de la théologie exclusivement.

15, la théologie et la philosophie.

5, les humanités, la philosophie et la théologie.

5, la philosophie et les sciences supérieures y compris la théologie.

2, les humanités et les sciences supérieures.

1, la philosophie, le droit et la théologie.

1, des études indéterminées.

5, la philosophie.

fait, de 1818 à 1830, il peut le faire encore ou le réformer aujourd'hui; car on ne pourrait prétendre que les actes posés par le Gouvernement des Pays-Bas ont un caractère tellement irrévocable, qu'aujourd'hui le Gouvernement et les Chambres ne pourraient les modifier et qu'il faudrait indéfiniment en supporter les effets.

Ce fait, que les fondateurs eux-mêmes ont choisi des collateurs belges, répond péremptoirement à cette autre observation : que la collation ne peut, sans inconvénient, s'exercer par d'autres que des sujets néerlandais, qui seuls se trouvent bien placés pour apprécier les droits et les mérites des jeunes gens de leur pays. Si, au surplus, l'on veut se placer sur le terrain des inconvénients, le Gouvernement du Roi en voit de bien plus graves dans l'atteinte portée à la souveraineté nationale de la Belgique et dans les faits cités plus haut.

Le Gouvernement néerlandais semble admettre quelque identité entre le droit des collateurs et celui des boursiers. A nos yeux cette identité n'existe à aucun degré.

Le collateur agit au nom de la puissance publique; il participe à l'administration d'un établissement d'utilité générale; le boursier obtient un secours. L'un exerce une véritable fonction, l'autre profite d'un bienfait; la différence est grande; elle est la même qu'entre un administrateur d'un établissement de bienfaisance et celui qui y est reçu.

Nous ne terminerons pas sans faire remarquer, mais à titre de simple information, que l'effet des nouvelles dispositions introduites par le Projet de Loi sera, en définitive, sans importance pour le royaume des Pays-Bas, si l'on compare la situation qui doit s'en suivre à celle qui existerait si les actes primitifs des fondations étaient exécutés. Ainsi que je l'ai dit plus haut, il n'y a que très-peu de fondations dont les documents anciens attribuent la collation à des sujets néerlandais, soit seuls, soit concurremment avec des Belges. Or, parmi ces peu nombreuses fondations, il en est encore plusieurs qui ont pour collateurs, ou des parents seuls, ou des parents avec des autorités, et l'intervention des parents dans la collation est maintenue.

**Lettre de M. le Ministre des Pays-Bas à M. le Ministre des
Affaires Étrangères, du 18 avril 1863.**

Bruxelles, le 18 avril 1863.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Mon Gouvernement a appris, avec le plus vif regret, par la note de Votre Excellence du 21 mars dernier, que le Gouvernement belge repousse les réclamations que j'avais eu l'honneur de présenter sous la date du 6 février contre l'application aux bourses néerlandaises des dispositions de la loi actuellement en discussion aux Chambres sur les fondations en faveur de l'enseignement ou au profit des boursiers.

Les observations contenues dans la lettre de Votre Excellence et dans la note dont elle était accompagnée n'ont pas paru à mon Gouvernement de nature à infirmer le droit qu'il croit pouvoir revendiquer ni à atténuer la gravité de l'atteinte qui serait portée aux intérêts néerlandais si les prescriptions de la nouvelle loi étaient appliquées aux fondations Néerlandaises.

J'ai à mon tour l'honneur, Monsieur le Ministre, de vous remettre sous ce pli une note au contenu de laquelle je me permets de me référer, et qui répond aux arguments développés dans celle que Votre Excellence a bien voulu m'adresser.

Votre Excellence y verra quelques-uns des motifs graves sur lesquels mon Gouvernement s'appuie pour demander que les droits privés reconnus et sanctionnés par tous les pouvoirs antérieurs et placés, en tant qu'appartenant à des étrangers sous la garantie du droit civil, non moins que sous celle du droit public, ne soient pas absorbés mais protégés par le pouvoir souverain.

Il sera inutile d'insister plus longuement ici sur des principes généraux amplement développés dans la note ci-jointe.

Je ne puis me dispenser néanmoins de faire observer qu'en admettant même les arguments consignés dans la note de Votre Excellence au sujet du caractère d'institution publique attribué aux fondations de bourse, il ne s'en suivrait nullement encore que le droit de collation puisse être enlevé à ceux qui en sont régulièrement investis et qui ont été institués par les fondateurs, avec l'assentiment et sous la garantie de l'autorité constituée, pour être les gardiens et les continuateurs de leur volonté.

Je me permettrai d'emprunter à cet égard les paroles d'un publiciste belge qui dit en parlant du collateur : « La loi qui méconnaîtrait la volonté du fondateur au point de confier au Gouvernement, contrairement aux titres, la nomination des boursiers, serait aussi odieuse qu'injuste, car elle consacrerait la violation du droit de propriété. En effet, en analysant le droit de collation, on y retrouve les principaux éléments d'un droit civil, » etc., etc.

Si cependant on voulait faire abstraction de ces principes, la désignation de collateurs étrangers au pays auquel appartiennent les boursiers, n'en serait pas moins, comme j'ai déjà eu l'honneur de le dire, accompagnée d'inconvénients réels qui seuls suffiraient pour faire repousser cette mesure comme impraticable. Il paraît impossible en effet que les administrations locales belges puissent désigner utilement et en connaissance de cause des jeunes gens étrangers à leur pays, dont elles ne connaissent ni l'aptitude, ni les précédents ni les conditions morales.

Il doit nécessairement y avoir pour les jeunes gens étrangers appelés à jouir du bénéfice des bourses un intermédiaire qui soit en mesure d'apprécier leurs mérites respectifs et relatifs. Pourquoi donc dès lors retirer ce mandat à la personne qui, ayant été désignée par le fondateur lui-même, réunit en même temps l'aptitude et le droit.

Ces principes, Monsieur le Ministre, ont de tout temps guidé le Gouvernement des Pays-Bas et les exemples cités dans la note de Votre Excellence ne peuvent nullement infirmer la réclamation qu'il formule aujourd'hui.

Dans l'affaire Chambeau, en effet, il ne s'agissait pas, comme dans le cas qui nous occupe, d'un collateur étranger conférant une bourse à un de ses compatriotes, mais d'un collateur étranger et d'un boursier belge. Dans

l'autre fait mentionné, il n'était pas non plus question d'une jouissance exclusive accordée à un collateur et à un boursier étrangers, et le fait n'est par conséquent pas davantage applicable à l'espèce.

S'il est vrai, comme l'indique la note de Votre Excellence, que le Gouvernement des Pays-Bas ait reçu du Gouvernement belge, en 1839, les titres concernant les fondations de bourses dont le siège se trouvait dans le duché de Limbourg, il est également vrai que la remise a été réciproquement faite au Gouvernement belge des actes concernant les fondations situées en Belgique. Mais l'argument est sans valeur dans la question actuelle. Ce qui ne l'est pas, c'est que les droits des collateurs, en tant qu'ils résidaient en Belgique, ont toujours été respectés par le Gouvernement néerlandais.

En prenant en considération les arguments qui précèdent, le Gouvernement belge reconnaîtra, je l'espère, que l'équité, le respect pour les droits acquis et l'intérêt même des boursiers exigent que les collateurs étrangers ne soient pas troublés dans leur droit.

Il serait superflu, je pense, de m'arrêter à l'argument concernant le danger de l'intervention d'un souverain étranger dans les affaires de la Belgique par l'intermédiaire de collateurs étrangers. C'est attribuer à un acte aussi simple une importance qu'il ne comporte point ; s'il pouvait au reste être question ici d'invoquer les principes de souveraineté et d'indépendance nationale, les dispositions de la nouvelle loi elle-même ne seraient pas de nature à tranquilliser complètement le Gouvernement belge puisqu'il pourrait arriver qu'un souverain étranger appartint lui-même à la famille d'un fondateur de bourses, et fût ainsi dans le cas d'exercer une influence non plus indirecte, mais personnelle.

Il est encore une considération que je prends la liberté de soumettre à Votre Excellence et dont l'importance paraît avoir échappé à l'attention du Gouvernement belge.

Les arrêtés organiques du 26 décembre 1818 et du 2 décembre 1823 forment la base de l'état actuel de choses en matière de fondations de bourse. Le Gouvernement s'était appuyé dans ces arrêtés sur le respect scrupuleux pour la volonté des fondateurs, à laquelle il croyait ne devoir ni ne pouvoir porter aucune atteinte. Partout où cela a été possible la volonté du fondateur et les droits des intéressés ont été maintenus intacts. Aussi lesdits arrêtés furent-ils considérés comme une œuvre morale et réparatrice à laquelle il fut unanimement rendu hommage et qui ne souleva pas de réclamations, ce qui certes n'aurait pas manqué d'arriver si, contrairement aux principes adoptés, certains intéressés belges avaient pu, comme l'indique la note de Votre Excellence, prétendre avec raison qu'ils se trouvaient frustrés de leurs droits au profit de collateurs hollandais ou autres.

La révolution de 1830 trouva les choses établies conformément aux prescriptions des arrêtés royaux de 1818 et de 1823, et je me hâte d'ajouter que la situation, en tant qu'affectant les intérêts néerlandais, fut maintenue et sanctionnée par le nouveau Gouvernement en Belgique.

S'il en eût été autrement, cet objet aurait dû, comme tant d'autres, être réglé à l'époque de la séparation définitive des deux pays. Mais en présence de la situation existante on ne pouvait admettre qu'il y eût opportunité à

aviser à des mesures de prévention pour la conservation de l'intégrité d'un dépôt accepté par le Gouvernement belge.

Si cependant l'expérience avait fait reconnaître la nécessité impérieuse de quelque modification touchant aux intérêts néerlandais, on croyait ne pas pouvoir mettre en doute que ces modifications ne pourraient procéder de la seule volonté du Gouvernement belge, mais feraient nécessairement l'objet d'une entente et d'un concert préalables avec le Gouvernement des Pays-Bas. A défaut même de droits internationaux les bonnes relations qui existent entre les deux pays paraissaient devoir ôter à mon Gouvernement toute appréhension de voir disposer d'un intérêt néerlandais sans sa participation.

Je soumets avec d'autant plus de confiance ces dernières observations à l'appréciation éclairée de Votre Excellence, que je suis persuadé qu'elles sont, plus encore que toutes autres, de nature à influencer sur sa détermination.

J'ai donc, Monsieur le Ministre, compté sur votre bienveillante intervention, pour amener une solution prompte et satisfaisante de cette difficulté et prévenir les complications qui pourraient en résulter.

Je saisis en attendant, etc.

L. GERICKE.

Note jointe à la lettre de M. le Ministre des Pays-Bas, du 18 avril 1865.

La note du 21 mars 1843 établit en matière de fondations en faveur de l'enseignement, une théorie nouvelle, ne s'accordant pas avec les principes généralement admis jusqu'à ce jour, et écartant en même temps les bases sur lesquelles le Gouvernement belge s'est fondé lui-même dans les négociations qui ont eu lieu à ce sujet depuis 1859, entre les deux Gouvernements.

Aussi longtemps qu'il s'agit d'intérêts purement belges, le Gouvernement néerlandais ne se croit pas appelé à formuler une opinion sur cette théorie, ni à discuter l'opportunité de son application en Belgique. Mais du moment où on veut l'étendre aux fondations auxquelles sont intéressés des sujets néerlandais, et qu'on s'appuie dans ce but sur des considérations historiques, sur les principes généraux et sur le droit constitué, il croit de son devoir de faire valoir les arguments suivants, qui répondent victorieusement, selon lui, à ceux qui sont allégués dans la note susmentionnée.

Les fondations dont il est question ne doivent nullement leur existence au pouvoir souverain, mais à la libéralité de personnes privées, qui ont cédé leur bien par testament ou par donation entre vifs en faveur de parents, de compatriotes ou d'autres personnes, dans l'intérêt de leur éducation, en faisant des conditions expresses concernant l'administration et la disposition des biens dont se composent ces fondations.

D'après les principes de droit civil en vigueur dans ce pays avant la révolution française la création de fondations de ce genre était permise. Seulement il était nécessaire qu'elles fussent reconnues publiquement, afin de leur assurer la personnification civile, et de garantir par là le maintien des fondations et des droits civils qui en découlent pour les administrateurs, proviseurs, collateurs et boursiers.

Le pouvoir souverain, reconnaissant l'utilité de fondations qui, tout en favorisant des intérêts privés, créaient pour l'avenir des ressources destinées à étendre l'instruction et les sciences dans l'intérêt public, s'est toujours montré très-disposé à leur accorder la reconnaissance publique.

Mais cette reconnaissance n'en faisait pas des institutions publiques et n'impliquait pas la faculté pour le pouvoir souverain d'en disposer arbitrairement. Elles restaient des personnes morales dont les droits et les propriétés étaient tout aussi inviolables que ceux des particuliers et devaient être jugés, en cas de contestation, d'après les règles du droit civil.

La reconnaissance publique leur assurait seulement la protection de l'État, dont le contrôle n'avait d'autre but que de veiller à ce qu'elles fussent bien administrées, et à ce que les droits et propriétés y adhérents fussent sauvegardés. Elle ne supprimait nullement le caractère civil particulier de ces fondations. Les intérêts privés et les privilèges qu'avaient en but les fondateurs restaient des propriétés privées, respectées scrupuleusement par l'État, aussi bien en Belgique que dans les autres pays civilisés.

Même le Gouvernement révolutionnaire français, lequel ne respectait certes pas les autres institutions de main-morte, a eu égard, dans une certaine mesure, au caractère particulier des fondations de bourses, témoin les lois et décrets du 24 août, 5 et 7 novembre 1790, 18 août 1792 et 8 mars 1793.

Cependant les événements qui suivirent la Révolution française et l'incorporation de la Belgique à la France, amenèrent momentanément une grande perturbation dans la situation des fondations de bourses, mais sans avoir pour résultat leur complète suppression, et sans leur ôter le caractère civil privé qu'elles avaient.

En effet, les dispositions diverses contenues dans les décrets relatifs à cette matière, de 1793 à 1814, prouvent qu'à cette époque le Gouvernement français désirait le maintien des anciennes bourses et la création de nouvelles.

Un des considérants de la loi du 25 messidor an V, portait : « Qu'il importe de prendre tous les moyens de rétablir l'instruction publique en France; qu'un des moyens les plus efficaces est de rendre promptement aux titulaires des bourses la jouissance des biens dont ils étaient dotés, et que la justice et l'humanité concourent à réclamer, » tandis que la loi même établissait la disposition suivante :

« Les dispositions de la loi du 16 vendémiaire an V, qui conservent les hospices civils dans la jouissance de leurs biens, sont déclarées communes aux biens affectés aux fondations de bourses dans tous les ci-devant collèges de la République. »

Cette loi assurait aux fondations de bourses non-seulement la jouissance des biens et des revenus qu'elles possédaient, mais même de ceux dont elles avaient été dépossédées par l'État et qui leur furent rendus par la République.

Comme conséquence de cette loi, les biens des fondations de bourses qui avaient appartenu à l'Université de Louvain, ne furent pas déclarés biens nationaux, lors de la suppression de cette Université par le décret du 4 brumaire, an VI, mais ils furent placés sous une administration séparée.

Par arrêts du 26 juin 1839, du 11 janvier 1848 et du 10 janvier 1849, la Cour de cassation de Belgique a décidé à diverses reprises que la loi du 25 messidor, an V, n'a été suivie en Belgique d'aucune disposition législative

dont le but aurait été de déclarer les fondations de bourses biens de l'État.

La Cour de cassation a confirmé cette jurisprudence par arrêt du 25 janvier 1850, et l'on peut donc poser comme certain que les fondations de bourses n'avaient pas perdu leur caractère civil de propriété privée lors de l'érection, en 1815, du royaume des Pays-Bas.

Le Gouvernement des Pays-Bas a-t-il, comme le soutient la note de M. le Ministre des Affaires Étrangères, adopté des principes contraires à ce qui précède et en harmonie avec la théorie du projet de loi actuel ?

Le décret organique du 26 décembre 1818 fournit des preuves irrécusables du contraire.

La base du décret est le rétablissement des anciennes fondations autant que possible dans leur position primitive. Il stipule positivement que la volonté des fondateurs serait respectée, et qu'au cas où cela serait impossible, soit en partie, soit en totalité, la destination à donner par l'État à ces bourses devrait s'accorder avec le but du fondateur.

Afin d'assurer plus efficacement l'existence indépendante de ces fondations, ledit arrêté statue que tous les différents, relatifs non-seulement aux propriétés, mais aussi aux droits d'administration, de collation et de jouissance des bourses, seraient soumis à la décision du pouvoir judiciaire.

L'arrêté du 2 décembre 1825, en établissant des règles destinées à garantir encore plus efficacement la bonne administration des biens et des droits et intérêts des fondations, est venu confirmer encore les principes établis par l'arrêté de 1818.

Ces deux arrêtés, d'après lesquels, selon la décision des tribunaux, cette matière a continué à être régie en Belgique après 1830, n'ont donc porté aucune atteinte à l'existence indépendante des bourses; ils n'ont fait que garantir, au moyen de prescriptions administratives, leur position juridique comme personnes morales, et n'ont pas pu avoir pour conséquence de transformer ces fondations en établissements publics ne dépendant, comme le soutient la note susmentionnée, « que de la puissance souveraine du pays » dans lequel est situé le siège d'administration, et qui doivent être administrés « très sans intervention d'aucun pouvoir étranger, quelles que soient les » personnes appelées à la jouissance ou à la collation des bourses. »

Les principes développés ci-dessus et qui, comme on vient de le voir, forment la base du droit civil de tout temps en vigueur dans nos pays, ont été également admis en droit public par des actes internationaux qui les confirment pleinement. En voici des exemples concluants :

Lorsque la tourmente révolutionnaire anéantit, en 1797, les institutions d'instruction belges, les habitants de la République des Provinces-Unies ne perdirent pas leurs droits sur les fondations de bourses établies en leur faveur en Belgique. Au contraire, ces droits restèrent intacts, conformément aux principes adoptés à ce sujet par le Gouvernement français; principes énoncés dans les dispositions suivantes, déclarées également applicables aux intérêts d'étrangers en matière de fondations de bourses.

La loi du 23/28 octobre, 5 novembre 1790, déclarant quels biens devaient être considérés comme propriété nationale, portait à l'art. 17 du titre I : « Ne sont pas compris dans les biens nationaux ceux possédés en France par » des puissances étrangères. »

« ART. 21. Les maisons, communautés, corps bénéficiers et établissements étrangers continueront à jouir des biens qu'ils possèdent en France. »

« TITRE V. — ART. 19. Les corps, maisons, communautés et bénéficiers étrangers recevront annuellement l'équivalent en argent du produit de leurs dîmes en France. »

« ART. 26. Le Roi sera prié de faire donner aux puissances étrangères communication du présent décret, en ce qui les concerne, et de se concerter avec elles, au plus tôt possible, pour le règlement à faire entre elles et la nation française. »

La loi du 28 octobre, 7 novembre 1790, prescrit entre autres :

« ART. 1. Les établissements d'études, d'enseignement ou simplement religieux, faits en France par des étrangers et pour eux-mêmes, continueront à subsister comme par le passé.

« ART. 4. Tous continueront de jouir des biens par eux acquis de leurs deniers ou de ceux de leur nation, comme par le passé. »

La loi du 8/12 Mars 1795, qui disposait en particulier des fondations de bourses françaises, stipulait à l'art. 6 :

« Sont exceptés pareillement les biens de tout genre formant la dotation de tous les établissements étrangers mentionnés dans la loi du 7 novembre 1790, lesquels continueront provisoirement à être régis par les administrations actuelles desdits établissements comme par le passé. »

Les principes adoptés à ce sujet dans les lois susmentionnées sont également ceux de l'art. 2 du traité de Campo-Formio, du 17 octobre 1797, par lequel la Belgique fut cédée à la France, et qui fut déclaré commun à la République batave.

Par le décret du 19 fructidor, an IX, les collèges irlandais et écossais en France furent maintenus également, conformément aux lois du 7 novembre 1790 et 8/12 mars 1795, dans la possession de leurs biens et droits.

L'art. 2 de ce décret portait : « Ces biens seront régis et administrés par les supérieurs respectifs de ces deux établissements ; ils seront employés à l'éducation des jeunes gens irlandais et écossais, *suivant la destination des fondations.* »

Le Gouvernement des Pays-Bas laissa de même intacts les collèges anglais, irlandais et écossais, établis dans les provinces méridionales du royaume. L'arrêté du 8 mars 1818 (n° 56), déclarait qu'il n'y avait pas lieu de prendre de la part de l'État, des dispositions à cet égard.

Le Gouvernement belge lui-même ne professait pas les principes énoncés dans la note, lorsqu'en 1859 et plus tard, il entra en pourparlers avec le Gouvernement néerlandais pour régler les questions dont il s'agit au moyen d'un arrangement entre les deux pays, ni lorsqu'il intervenait en faveur des fondations belges établies à Rome et à Bologne, en demandant, par lettre du 7 juillet 1842, n° 4275, les pièces relatives à ces fondations qui se trouvaient dans les archives de la légation néerlandaise à Rome.

L'établissement d'une institution étrangère dans un pays civilisé a naturellement pour conséquence la soumission aux lois existantes dans ce pays, mais il se fait sous la sauvegarde des principes de droit civil admis généralement, et qui doivent garantir cette institution contre toute atteinte à ses droits de pro-

priété et à la faculté d'administrer ses biens et d'en disposer selon son droit et ses intérêts.

Il est clair qu'aucun des fondateurs des bourses néerlandaises établies en Belgique du consentement du Gouvernement, n'a pu prévoir que l'autorité législative de ce pays s'attribuerait la faculté de déclarer ces fondations purement néerlandaises, institutions nationales, et voudrait en même temps se rendre maître de l'administration et de la jouissance des biens et droits inhérents à ces fondations.

Au contraire, l'érection par ces fondateurs de bourses dans un pays étranger doit faire admettre qu'ils croyaient assurer par là d'une manière efficace l'accomplissement du but de la fondation et des conditions sous lesquelles elle est établie. Bien loin de considérer donc les libéralités faites par eux comme de « simples offres » laissées indéfiniment à la merci du pouvoir public, ils doivent être censés avoir choisi le pays où le pouvoir public leur offrait le plus de sécurité pour le maintien perpétuel de ces fondations, et c'est ce qui est particulièrement le cas pour les fondations néerlandaises établies en Belgique et qui datent presque toutes du temps où l'université de Louvain était celle qui offrait aux catholiques des Provinces-Unies le plus de facilité pour l'étude de la théologie.

En soutenant que les fonctions d'administrateur, collateur et proviseur constituent des emplois publics et non des droits privés, le Gouvernement belge méconnaît complètement la nature privée des fondations et le caractère civil que les actes de fondation et les lois ont attribué à ces corps moraux privés.

Les dispositions législatives qui ont toujours été en vigueur en Belgique à ce sujet et particulièrement les arrêtés royaux du 26 décembre 1818 et du 2 décembre 1823 sont contraires à cette théorie, rejetée du reste plusieurs fois par le pouvoir judiciaire. L'assimilation des fondations de bourses aux établissements d'utilité publique n'a pas donné à ces institutions plus qu'aux établissements destinés au culte le caractère d'établissements nationaux.

Les fondations de bourses érigées par les particuliers de leurs deniers ne coûtent rien à l'État ; elles ne grèvent ni le budget, ni la nation. Leurs administrateurs privés ne sont pas au service de l'État, mais de la fondation. Ils n'exercent donc pas leur pouvoir par « délégation de l'autorité constituée pour concourir à l'exécution de la fondation, » comme le dit la note, puisque cette théorie aurait justement pour résultat de déroger à la volonté du fondateur.

Les diverses dispositions contenues dans l'arrêté du 2 décembre 1823, auxquelles il est fait allusion dans la note, ne font que donner à l'État un contrôle nécessaire sur les actes de l'administrateur, ils ne font pas plus de celui-ci un fonctionnaire public, que les dispositions analogues du Code civil ne font des fonctionnaires publics des tuteurs et des curateurs.

Ces considérations sont appuyées également par l'autorité de jurisconsultes belges et de la jurisprudence établie en Belgique.

Dans un bulletin de jurisprudence inséré en 1857 dans un recueil belge bien connu, on traite la question « de savoir si l'on peut, sans méconnaître le droit de propriété, déférer la collation des bourses au Gouvernement, contrairement à l'acte de fondation, et on la résoud dans la négative, se fondant sur les

principes énoncés plus haut et sur ceux qui servent de base aux arrêtés de 1818 et 1823, et à la législation française sur cette matière et sur les décisions du pouvoir judiciaire en Belgique.

En résumant ce qui précède on arrive à la conclusion :

1° Que les fondations de bourses ne sont pas des établissements publics, mais des institutions privées, placées comme toutes les autres personnes naturelles et morales, sous la protection et la sauvegarde de l'État ;

2° Que leurs administrateurs, proviseurs et collateurs ne sont nullement des fonctionnaires publics, mais des fonctionnaires privés, sur l'administration desquels l'État exerce seulement un contrôle dans l'intérêt du but de la fondation ;

3° Que les droits de ces collateurs, administrateurs et proviseurs sont tout aussi inviolables que ceux des boursiers, et doivent être maintenus intacts d'après les principes de droit civil et public généralement admis.

Tels sont les principes qui ont animé les auteurs des arrêtés de 1818 et de 1823, et si le Gouvernement néerlandais s'oppose à ce qu'ils soient renversés par la loi projetée, ce n'est pas parce qu'il est persuadé de l'irrévocabilité des mesures administratives prises par le Gouvernement des Pays-Bas, comme le donne à entendre la note, mais parce que ces mesures n'ont eu pour but que d'assurer l'application de principes irrécusables de droit.

Les mesures administratives prises par l'autorité afin d'assurer l'exécution de ces arrêtés n'avaient par conséquent rapport qu'à des détails, au sujet desquels il ne s'est élevé jusqu'ici aucune contestation sérieuse, et dont le but et la conséquence ont été l'exécution fidèle, pour autant que possible, de la volonté des fondateurs.

Si donc des collateurs néerlandais ont, en effet, été désignés pour certaines bourses dont la collation avait appartenu anciennement aux collèges supprimés de Louvain, le Gouvernement néerlandais, en procédant à ces nominations n'aurait, en tout cas, pas remplacé arbitrairement des collateurs belges par des collateurs néerlandais, comme le dit la note ; il aurait conféré uniquement la collation aux personnes qui paraissaient les plus aptes à remplir les intentions du fondateur et rémiser le mieux les qualités nécessaires pour remplacer les collateurs institués à défaut de ceux-ci.

Et c'est ici le cas de rappeler encore l'origine particulière des fondations néerlandaises en Belgique.

Avant les événements politiques des xvi^e et xvii^e siècles, les habitants des différentes contrées qui formaient les Pays-Bas avaient indistinctement les mêmes relations avec les institutions scientifiques qui existaient dans ces contrées. Quelques-unes des bourses datent de cette époque.

Après la séparation des Provinces-Unies, la nécessité de pouvoir faire leurs études dans les universités des provinces méridionales continua à exister pour les habitants catholiques de la République.

Voilà la raison pour laquelle beaucoup de bourses furent fondées avant 1797 dans les Pays-Bas méridionaux, afin d'en assurer la jouissance aux habitants des Provinces-Unies. Ces fondations furent reconnues par le pouvoir souverain d'alors, et nous avons vu plus haut comment la République française les respecta à son tour. Les arrêtés de 1818 et de 1825 n'ont fait que combler les lacunes survenues dans l'administration et la collation de

plusieurs de ces fondations. Ce sont des actes réparateurs ayant pour objet de faire respecter la volonté des fondateurs. La continuation de l'état de choses existant, après la séparation de 1830, ne pouvait donc offrir pour la Néerlande aucune ombre de doute.

Le caractère privé des fondations et de leurs administrateurs, proviseurs et collateurs a pour conséquence que les objections du Gouvernement belge, par rapport au danger d'admettre dans cette matière une immixtion de pouvoirs étrangers, n'ont pas de raison d'être. Il en est de même de la crainte que la collation des bourses par des étrangers n'expose la Belgique à entrer, malgré elle, dans des vues contraires à celles qui y dominant et à voir tourner contre elle-même ses institutions d'utilité générale.

Les inconvénients qui résulteraient, au contraire, de l'adoption du Projet de Loi pour les boursiers néerlandais ne sauraient être contestés, et la note de Monsieur le Ministre des Affaires Étrangères n'indique aucun moyen pour y obvier.

Le Gouvernement néerlandais doit donc désirer que le Gouvernement belge se prête à un arrangement ou prenne des mesures qui sauvegardent tous les intérêts néerlandais, et préviennent en même temps les difficultés qui pourraient résulter de la nature mixte de certaines de ces fondations.

Le Gouvernement belge lui-même avait compris cette nécessité, lorsqu'en date du 2 juillet 1852 il faisait des propositions, par l'intermédiaire du Ministre de Belgique à La Haye, au Gouvernement néerlandais, concernant la collation des bourses mixtes.

Le Gouvernement néerlandais en se montrant disposé à entrer en négociation, à cet effet, avec le Gouvernement belge, ne fait qu'admettre les arguments développés par celui-ci à une époque encore récente.

**Lettre de M. le Ministre des Affaires Étrangères à M. le Ministre
des Pays-Bas, du 12 juin 1863.**

Bruxelles, le 12 juin 1863.

MONSIEUR LE BARON,

Je m'étais empressé de communiquer à M. le Ministre de la Justice l'office que Votre Excellence m'a adressé le 18 avril dernier, relativement au projet de loi sur les bourses d'étude, ainsi que la note qui l'accompagnait.

J'ai l'honneur, Monsieur le Baron, de vous transmettre ci-joint, en copie, une dépêche par laquelle mon Collègue répond aux observations développées dans cette note.

Quant aux arrangements internationaux que le Gouvernement de Votre Excellence exprime le vœu de voir intervenir, je rappellerai, comme je l'ai déjà exposé dans ma lettre du 21 mars dernier, que les pourparlers qui ont eu lieu à une autre époque, ont été interrompus, parce que les demandes du cabinet de La Haye ne tendaient à rien moins qu'à attribuer aux Pays-Bas les fondations elles-mêmes; aujourd'hui, de même qu'alors, l'entente sur ce

terrain, ne semble pas possible. Mais, en dehors de cet ordre d'idées, le Gouvernement du Roi, animé, comme le Gouvernement néerlandais, du désir de consolider encore les relations amicales entre les deux pays, serait heureux de rencontrer des bases de négociation qui, tout en sauvegardant les principes qu'il a toujours défendus, permettraient de faire cesser toute difficulté. Si de semblables bases nous étaient proposées, je n'ai pas besoin de vous donner l'assurance, Monsieur le Baron, qu'elles seraient impartialement et consciencieusement examinées.

Je saisis....

CH. ROGIER.

Lettre de M. le Ministre de la Justice à M. le Ministre des Affaires Étrangères, du 25 mai 1863 (1^{re} annexe de la lettre de M. le Ministre des affaires Étrangères du 12 juin 1863).

Bruelles, le 25 mai 1863.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de répondre à votre dépêche du 25 avril dernier, qui accompagnait la lettre de M. le baron Gericke, ministre des Pays-Bas, et la note contenant les nouvelles observations du cabinet de La Haye, sur le Projet de Loi relatif aux fondations d'instruction publique.

L'examen le plus attentif et le plus impartial de ces documents, n'a pu ébranler ma conviction quant aux questions de principes traitées dans ma note précédente, ni affaiblir dans mon esprit la portée des faits qui s'y trouvent consignés.

Je lis d'abord, dans la note du cabinet de La Haye, que les fondations dont il est question ne doivent nullement leur existence au pouvoir souverain, mais à la libéralité de personnes privées, qui ont institué d'autres particuliers, en faisant des conditions expresses concernant l'administration et la disposition des biens donnés.

C'est là une grave erreur, parce que les conditions dont on parle, qui ne peuvent être consacrées que par la puissance publique, sont précisément l'élément qui donne naissance à la fondation. En effet, le caractère constitutif de toute fondation, c'est, comme le nom seul l'indique, sa perpétuité, c'est ce qui la distingue du simple don ou legs. Or, assurer la perpétuité à une œuvre, procurer l'exécution durable des conditions stipulées, empêcher les donataires, légataires ou exécuteurs successifs d'obscurcir insensiblement l'institution, de la céder et de s'approprier les biens, tout cela est impossible à l'individu, dont la vie est éphémère. D'un autre côté, la loi civile défend de laisser des biens à des personnes successives, avec charge de les garder et de les transmettre dans un but déterminé (loi du 14 novembre 1792, Code civil français, art. 896; Code hollandais, art. 926 et 1712). La puissance publique, qui ne périt pas, peut donc seule donner la durée, c'est-à-dire l'existence à la fondation, en la plaçant dans son propre domaine, au-dessus de la sphère individuelle.

La note du cabinet de La Haye le reconnaît, en ajoutant ce qui suit : « Seulement, il était nécessaire qu'elles (les fondations) fussent reconnues » publiquement, afin de leur assurer la personnification civile et de garantir » par là le maintien des fondations et des droits civils qui en découlent. » Cet aveu est le renversement complet de la proposition qui le précède et que je viens de combattre.

Ainsi par le mode de leur constitution, les fondations sont des établissements publics. Elles le sont encore par tous leurs éléments essentiels, comme je l'ai démontré antérieurement. Elles le sont enfin par leur but, qui n'est autre que l'utilité générale.

Je ne m'attendais point, je l'avoue, à voir contester un principe si élémentaire, à voir soutenir que « les fondations ne sont pas des établissements publics, mais des institutions privées, placées, comme toutes les autres personnes naturelles ou morales, sous la protection ou la sauvegarde de l'État. »

Si telle est la vérité, si les fondations sont assimilées aux personnes naturelles, pourquoi ne peuvent-elles, comme celles-ci, se passer d'une reconnaissance formelle de la puissance souveraine ? Et si le rôle de l'État vis-à-vis des fondations et des autres personnes morales est le même que vis-à-vis des individus ; si ce rôle est simplement protecteur, comment le Gouvernement peut-il s'immiscer dans les moindres détails de l'administration des fondations ? Dans aucun pays, l'État n'exerce, quant au patrimoine des particuliers, une pareille intervention, qui est la négation absolue du droit de propriété privée et l'attribut exclusif des établissements d'utilité générale.

Depuis Justinien, la puissance sociale n'a pas cessé de réglementer les fondations considérées comme institutions publiques ; et la République française les a même entièrement confondues dans le service général de la nation.

Je suis étonné de voir, dans la note du cabinet de La Haye, invoquer le décret du 8 mars 1795, pour établir que « le Gouvernement français, lequel ne respectait certes pas les autres institutions de main-morte, a eu égard, dans une certaine mesure au caractère particulier des fondations de bourses. » Ce décret, qui met définitivement toutes les dépenses quelconques de l'instruction publique à la charge de la nation, porte, au contraire, que les biens formant la dotation des collèges, des bourses et de tous autres établissements d'instruction publique, sous quelque dénomination qu'ils existassent, seraient vendus, à l'exception de certains bâtiments et jardins, et que ces biens seraient administrés jusqu'à la vente par les préposés à la régie des domaines nationaux.

La note ajoute ensuite que les événements qui suivirent l'incorporation de la Belgique à la France n'eurent point pour résultat de supprimer complètement les fondations, ni de leur ôter le caractère civil privé qu'elles avaient.

Quant à ce dernier point, je cherche vainement la preuve de ce caractère privé, attribué à des institutions que l'auteur de la note déclare soumises, à titre de nécessité, à l'investiture, à l'autorité et au contrôle incessant de l'État.

En ce qui concerne la suppression des fondations dans notre pays, je rappellerai d'une part, que le décret du 5-8 mai 1793, qui y fut spécialement publié, ordonna que les bourses vacantes dans les collèges et séminaires de la répu-

blique seraient données de préférence aux enfants mâles des citoyens qui avaient combattu pour la patrie, que tous les modes suivant lesquels il avait été pourvu aux dites bourses étaient abrogés et que celles-ci seraient désormais conférées par les directoires de département (Préfets).

Voilà donc les anciens titulaires des bourses et les anciens collateurs privés de leurs droits ; nous allons voir les anciens administrateurs subir le même sort par l'effet de la loi du 25 messidor an V, invoquée également dans la note du cabinet de La Haye.

Cette loi est venue réparer jusqu'à un certain point, quant aux fondations de bourses, l'effet des décrets suppressifs du commencement de la révolution. Mais la portée en a été singulièrement exagérée :

1° Elle a rendu la jouissance des bourses aux titulaires indiqués par les fondations. Encore ce point est-il douteux, puisque, d'après le rapport de Partiez de l'Oise contenant l'exposé des motifs, le domaine devait se dessaisir des biens, pour en rendre la jouissance aux enfants des défenseurs de la patrie, conformément à la loi du 5-8 mai 1793 ;

2° Elle a déclaré que les biens des bourses, comme appartenant à la bienfaisance publique, étaient, depuis la loi du 16 vendémiaire an V, incorporés aux propriétés des hospices civils, et par conséquent soumis à la même gestion ;

3° Quant au droit de collation, la loi n'en parle pas : il continue donc d'appartenir aux préfets, d'après la loi du 5-8 mai 1793.

Ainsi la loi de messidor an V n'a nullement reconstitué les anciennes fondations dans leur état primitif de personnes civiles indépendantes ; les anciens boursiers seuls sont réintégrés, mais non les collateurs ; et quant à l'administration, le législateur proclame que la loi du 16 vendémiaire avait fait sortir les fondations du domaine de l'État pour les confier aux hospices civils (comparer l'art. 1^{er} de l'arrêté royal du 26 décembre 1818).

Cette interprétation de la loi de messidor a encore été consacrée par un arrêt de la Cour d'appel de Bruxelles en date du 6 juillet 1858, dont vous trouverez une copie ci-jointe.

Il est vrai, comme le rappelle la note du cabinet de La Haye, qu'à la suite de la loi du 25 messidor, l'administration centrale du département de la Dyle, par une fausse interprétation de cette loi, avait nommé une commission de cinq membres chargée de régir les biens de tous les anciens collèges établis près de l'université de Louvain supprimée. Mais cela prouve-t-il que les fondations comprises dans ces collèges furent rétablies dans leur ancienne organisation ? Tout au contraire. Le fait d'ailleurs est sans portée, puisque l'arrêté du 19 germinal an VIII statue : « Tous les biens non aliénés de l'ancienne » université de Louvain seront réunis sous l'administration centrale du Prytanée français. » Cette mesure fut appliquée aux biens des collèges en question, et la commission de cinq membres cessa d'exercer ses fonctions dès le 2 messidor an VIII.

L'arrêté du 23 fructidor an XI décréta par son article 14 : « Les fondations appartenant actuellement au Prytanée et autres de même nature qui pourraient exister dans toute l'étendue de la république, sont irrévocablement affectées à l'instruction publique. » Et une loi du 8-18 pluviôse an XIII ordonna la vente de tous les immeubles qui formaient la dotation du Prytanée fran-

çais, pour le prix en être versé dans la caisse d'amortissement et employé en acquisitions de rentes sur l'État.

Plus tard, les biens de l'ancienne université et de ses collèges passèrent à l'université impériale, lorsque le Prytanée fit place à ce vaste corps, qui formait une personne civile et comprenait l'enseignement public de la France entière, à tous les degrés (décret du 11 décembre 1808, art. 1^{er}). Les bourses qui avaient été annexées à l'université de Louvain et aux autres établissements supprimés, furent remplacées par des bourses publiques, à la collation de l'Empereur lui-même. (Ibid., art. 2.)

Ainsi à la fin du régime français, la situation se résume comme suit. Les bourses qui avaient été attachées aux établissements supprimés, comme par exemple l'université de Louvain, ont vu transférer leurs biens à l'université impériale, elles sont supprimées et remplacées par des bourses nationales conférées par le chef de l'État. Quant aux bourses (dites volantes) qui n'étaient annexées autrefois à aucun établissement en particulier, la gestion en demeurait confiée aux hospices civils (loi du 25 messidor an V) et la collation aux préfets (loi du 5-8 mai 1793).

Il est donc évident que l'ancienne constitution des fondations était anéantie spécialement en ce qui concerne les droits d'administration et de collation.

En présence de ce fait, le point de savoir si les biens de ces fondations ont été réunis au domaine de l'État, s'ils ont été nationalisés, est entièrement indifférent au débat actuel.

En tout cas, si quelques décisions de nos cours et tribunaux ont refusé d'admettre le fait de la nationalisation, aucune d'elles n'a reconnu pour cela, comme on le prétend dans la note du cabinet de La Haye, que les fondations eussent « un caractère civil de propriété privée. » Loin de là, tous les jugements et arrêts rejettent unanimement cette doctrine et proclament que les fondations de bourses ne sont autre chose que des établissements d'utilité générale. Il me suffit de renvoyer à cet égard à l'arrêt de la Cour suprême du 16 juillet 1846, dont j'ai donné un extrait dans ma première note, et à l'arrêt du 6 juillet 1858, déjà mentionné plus haut et qui accompagne la présente dépêche.

Il en est de même des arrêtés du 26 décembre 1818 et du 2 décembre 1823, émanés du roi Guillaume. Ces règlements ont bien rendu aux fondations (quoiqu'en violation de l'art. 5 de la loi fondamentale de 1815) leur ancien caractère de personnes civiles distinctes, mais seulement comme établissements publics. Cette classification leur est donnée expressément par les articles 17 et 29 de l'arrêté de 1823. C'est à ce titre, c'est au nom de l'intérêt général que ces arrêtés ont abrogé tous les modes de gestion prescrits par les fondateurs, et ont introduit un mode général uniforme; ce qui revient à reconnaître que les fondations sont essentiellement dans le domaine du législateur. On ne peut donc pas dire, comme le fait la note du cabinet de La Haye, que lesdits arrêtés « n'ont pu avoir pour conséquence de transformer ces fondations en établissements publics ne dépendant que de la puissance souveraine du pays dans lequel en est situé le siège. »

Si les fondations sont des établissements d'utilité générale, il en résulte, selon moi, que les fonctions des administrateurs et des collateurs, qui con-

tribuent simplement à l'exécution de la fondation, sont des emplois publics.

Comment d'ailleurs constitueraient-elles des droits civils privés? Toute fondation est établie par donation; il faut exister en même temps que le donateur, et, pour recevoir par acte de dernière volonté, il faut avoir vécu au décès du testateur. Les administrateurs et les collateurs sont-ils dans ces conditions?

Et si l'on me dit qu'en vertu de l'acte constitutif ils se transmettent leur droit, en se substituant les uns aux autres, je réponds que ce droit a été aboli par la loi déjà mentionnée du 14 novembre 1792 et prohibé par le Code civil français et par celui des Pays-Bas. Ainsi, de deux choses l'une : ou bien l'administration et la collation sont des emplois publics, et dans ce cas le législateur peut en régler entièrement l'exercice, ou bien elles constituent des droits privés, et alors elles sont proscrites par les lois civiles en vigueur.

Je ne puis encore que renvoyer ici à ce que j'ai exposé dans ma note antérieure où je déduis, des dispositions mêmes des arrêtés de 1818 et 1823, le véritable caractère des fonctions dont il s'agit.

On objecte que ces arrêtés ne font qu'organiser un contrôle sur la gestion des administrateurs et des collateurs. Mais cela seul montre que cette gestion relève du droit public, puisque les intérêts privés ne tombent pas sous la surveillance du Gouvernement.

Certes, les administrateurs et les collateurs ne doivent pas être rangés sous tous les rapports parmi ceux qu'on appelle les fonctionnaires publics proprement dits, salariés par l'État; mais ils n'en remplissent pas moins des emplois de l'administration, les catégories de fonctions publiques étant nombreuses et très-différentes quant à leur nature.

« Les diverses dispositions contenues dans l'arrêté du 2 décembre 1823, » dit la note du cabinet de La Haye, ne font pas plus de l'administrateur » de fondations de bourses, un fonctionnaire public, que les dispositions » analogues du Code civil, ne font des fonctionnaires publics des tuteurs » et des curateurs. » Mais on oublie que la tutelle et la curatelle, quoique réglées par le Code civil, sont réellement des mandats publics. Je crois utile de citer sur ce point l'opinion d'un des plus grands jurisconsultes actuels de la France, M. Demolombe.

« Ainsi par exemple, dit-il, les titres du livre 1^{er} du Code civil, relatif à » l'organisation et au Gouvernement des familles, réglant sans doute des rela- » tions de particuliers entre eux, du mari et de la femme, du père et des en- » fants, etc., il n'est pas question là de la constitution des pouvoirs publics; » sous ce point de vue, il est vrai de dire que les lois sur la puissance maritale » et sur la puissance paternelle font partie du droit privé, et c'est le Code civil, » en effet, c'est-à-dire le code des droits privés, qui en détermine les règles; et, » pourtant, croyez-vous que le mari pourrait renoncer à la puissance mari- » tale, ou le père à la puissance paternelle? Croyez-vous que le citoyen pour- » rait se déclarer, à son gré, majeur ou mineur ou interdit, capable ou inca- » pable de faire tel ou tel acte, un testament par exemple ou une donation » entre vifs? Non sans doute, et pourquoi? Parce qu'il s'agit dans tout ceci » bien plus encore que d'une loi politique, d'une loi d'organisation sociale; » parce que la société, c'est la famille, la réunion de toutes les familles; parce » qu'il n'y aurait que confusion et anarchie sans cette distribution souveraine

» et toute puissante que le législateur fait à chacun de sa position et, si je
» puis ainsi dire, de son rôle social et juridique; parce que, dès lors, toutes
» ces lois sur le mariage, sur la famille, sur l'état et la capacité des personnes,
» intéressent au plus haut degré la constitution même de la société et font,
» sous ce rapport, essentiellement partie du droit public, de ce droit auquel
» les particuliers ne peuvent pas déroger (art. 528, 1588 du Code civil; 1004
» du Code de proc. »

Conséquent avec ces prémisses, M. Demolombe enseigne que le législateur est ici souverain; que toute nouvelle loi qui règle la tutelle, la curatelle, la majorité, la minorité, etc., s'applique immédiatement à toutes les personnes existantes à l'époque de sa promulgation, sans que cela porte jamais atteinte dans leur chef, à un droit privé, à un droit acquis, parce que leur mission ou leur état est une question d'ordre public. C'est précisément ce qu'il faut dire, par le même motif, des fonctions d'administrateur et de collateur de bourses d'études.

La note à laquelle j'ai l'honneur de répondre affirme que ces dernières fonctions sont considérées comme des droits privés par la jurisprudence établie en Belgique. C'est encore là une erreur. Je citerai notamment l'arrêt de la cour de Liège du 9 avril 1845, qui porte: « que ces fondations ont été » assimilées à des établissements d'utilité publique, qui repoussent toute idée » de propriété privée; que s'il en était autrement elles auraient été atteintes » par les dispositions qui ont aboli les substitutions fidei-commissaires. »

Et cette décision doctrinale a été confirmée par la Cour de cassation dans son arrêt déjà cité du 16 juillet 1846.

La note s'appuie enfin sur les lois révolutionnaires de 1790 qui ont excepté de la suppression les établissements étrangers situés en France. Mais ces lois parlent d'institutions créées, dirigées et administrées par des étrangers, à titre privé et indépendant; or, les fondations étant chez nous des établissements publics gérés par des Belges sous l'autorité et avec l'intervention du Gouvernement, ont un caractère national incontestable. D'ailleurs, l'art. 2 de la loi du 28 octobre, 7 novembre 1790 porte: « Ceux des dits établissements » (étrangers) qui sont séculiers continueront d'exister sous le même régime » qu'ils ont eu jusqu'à ce jour, sauf à y introduire par la suite les change- » ments que les lois sur l'éducation publique exigeront. » Ces derniers mots prouvent que les établissements en question étaient considérés comme dépendants de la puissance législative française.

J'ai rencontré dans tout ce qui précède les objections essentielles contenues dans la Note du cabinet de La Haye.

En résumé, toute la divergence provient d'un seul principe: c'est que le Gouvernement des Pays-Bas considère les fondations de bourses comme des institutions privées; mais, selon moi, je le répète à regret, cette proposition n'a été établie sur aucun fondement. Je crois avoir prouvé, au contraire, que ces fondations constituent des établissements publics, toujours soumis à l'action du pouvoir qui les a érigés. Elles ne peuvent être autorisées qu'en vue d'un besoin social, à raison d'un caractère manifeste d'utilité publique; or, les conditions matérielles et morales d'un peuple se modifiant sans cesse, si les fondations, à un moment donné, ne répondent plus à ce besoin, à ce caractère, la puissance sociale, sous la protection de laquelle le fondateur a

mis son œuvre, peut et doit replacer celle-ci au niveau de l'époque. En un mot, l'organisation et l'administration de ces établissements sont, par nature et par essence, susceptibles d'une transformation indéfinie, selon les progrès de la société. Ce principe est la base du projet de loi que vient de voter la Chambre des Représentants.

Il est facile d'ailleurs de montrer que nous avons fait un usage modéré de notre droit. Il y a, dans toute fondation, les choses essentielles et les choses accessoires. L'essentiel, c'est l'affectation des biens à l'objet et aux personnes que le fondateur désigne ; l'accessoire, c'est tout ce qui se rapporte à l'exécution, à la gestion de la fondation. Or, la loi nouvelle ne touche ni à la destination des revenus, ni au droit des institués : les jeunes gens néerlandais indiqués dans les actes de fondation pourront, comme aujourd'hui, jouir des bourses pour faire les études prescrites dans ces actes. La loi ne modifie que l'administration d'abord, ensuite le droit de collation en tant qu'il sort de la famille et qu'il est exercé par des titulaires d'office. A cet égard, il a fallu mettre cette matière en harmonie avec les principes généraux de notre droit public administratif, qui consacrent partout l'unité d'organisation des services publics et proscrivent les administrateurs et les distributeurs spéciaux. A ce motif viennent s'en ajouter d'autres que je crois inutile d'énumérer, parce qu'ils ont été longuement développés dans la discussion du Projet de Loi à la Chambre des Représentants.

Je borne ici, Monsieur le Ministre, ma réponse en ce que concerne le droit. Mais en fait, je crois devoir revenir sur une observation que j'ai déjà eu l'honneur de présenter. Presque tous les actes de fondation désignent pour collateurs des Belges ; le droit de collation n'a été attaché à certaines fonctions civiles ou ecclésiastiques qui s'exercent dans les Pays-Bas, que pendant notre réunion à cet État et par de simples arrêtés ministériels. Or, il m'est impossible de comprendre comment ces arrêtés, qui sont contraires aux actes de fondation, peuvent constituer un titre auquel il nous serait interdit de toucher. Il me semble, au contraire, de toute évidence que ce que les pouvoirs publics ont fait en 1818 à 1830, en ce qui concerne les fondations belges, les pouvoirs publics actuels peuvent le défaire.

Le Ministre de la Justice,

VICTOR TESCH.

Pièce jointe à la lettre de M. le Ministre de la Justice du 2⁵ mai 1863 (2^e annexe de la lettre de M. le Ministre des Affaires Etrangères du 12 juin 1863).

Extrait des minutes reposant au greffe de la Cour d'appel séant à Bruxelles, première chambre.

Les administrateurs et receveurs de la fondation de bourses d'études de Hubert Raëleu, appelant, M^e MORIAU ;
Contre Anne-Josèphe Houbar et consorts, intimés, M^e BOUVIER.
Dans cette cause la Cour rend l'arrêt suivant :
Attendu qu'il est établi par les documents versés au procès, que la bourse

ou les bourses instituées par la fondation Raëleu étaient destinées à des études qui devaient être faites *in novo gymnasio et pædagogio Parii* et par conséquent affectées à ces deux collèges spécialement ; qu'elles faisaient partie de l'avoir de ces collèges sans que la propriété ou l'administration leur en fussent attribuées, comme cela pourrait se pratiquer d'après l'ancienne législation, sous laquelle ces fondations, connues sous la dénomination de bourses volantes, étaient placées sur la même ligne que les fondations administrées par l'université ou ses collèges ;

Attendu que sans qu'il soit besoin d'examiner si la fondation Raëleu, institution de main-morte assimilée par les lois de la république à une œuvre ou institution de bienfaisance créée dans un but d'utilité publique, n'a pas été frappée de la main-mise nationale par les lois de la république et les principes nouveaux proclamés par ces lois, *toujours est-il que la fondation Raëleu, comme toutes les fondations de bourses d'études, est une INSTITUTION PUBLIQUE soumise comme telle à l'action et à la tutelle du Gouvernement, dont elle reçoit l'existence légale ; que c'est ainsi qu'elle a été considérée et régie tant sous le Gouvernement de la république et de l'empire que sous le gouvernement des Pays-Bas ;*

Attendu que la loi du 25 messidor an V a déclaré communes aux biens de fondations de bourses les dispositions de la loi du 16 vendémiaire an V ; que cette dernière loi, en restituant aux hospices et aux établissements de bienfaisance les biens dont la vente avait été ordonnée, a institué en même temps une commission de cinq membres pour régir et administrer lesdits biens, sous la surveillance des municipalités ;

Attendu qu'en rendant commun aux biens des fondations de bourses, le régime nouveau inauguré par la loi de vendémiaire an V, la loi de messidor an V a chargé les commissions des hospices de régir et administrer les biens des fondations de bourses de la même manière que ceux des fondations faites pour le soulagement des pauvres et des malades indigents ;

Attendu que si l'administration centrale a établi dans quelques départements et notamment à Mons des commissions spéciales pour l'administration des fondations de bourses, ces commissions n'en constituaient pas moins une administration créée en exécution des lois des 16 vendémiaire et 25 messidor an V ; qu'il suit de là qu'il est hors de doute que depuis la loi du 25 messidor an V, les commissions des hospices ont eu dans leurs attributions légales, la régie et l'administration des biens prémentionnés ;

Attendu que par le décret du 19 germinal an VIII tous les biens non aliénés de l'ancienne université de Louvain ont été réunis sous l'administration centrale du Prytanée, et par suite les biens de la fondation Raëleu qui figure encore à ses archives ; que plus tard ces mêmes biens ont tous été attribués à l'université impériale par décret du 11 décembre 1808, et administrés conformément à ce décret et à celui du 15 novembre 1811 ;

Attendu qu'après la séparation de la Belgique et de l'empire français, les biens des fondations de bourses ont fait retour à la Belgique et que, par suite des mesures administratives prises en 1818 et en 1821, l'administration de la fondation Raëleu a été reconstituée et mise en possession des affaires de la fondation, de telle sorte qu'il est établi au procès que depuis l'an V de la république jusqu'en 1814 et depuis cette époque ou tout au moins depuis 1821 jusqu'à 1851, cette fondation n'a jamais été sans représentants légaux ; que par suite elle ne s'est jamais trouvée dans l'impossibilité d'agir ;

Attendu qu'il n'est point justifié qu'un événement quelconque de force majeure aurait mis les administrateurs ou proviseurs dans l'impossibilité de faire valoir leurs droits à une époque quelconque de la période de 1805, date du dernier paiement des arrérages, à 1851; que ce n'est qu'à la négligence des différents administrateurs qui se sont succédé que l'on doit attribuer la circonstance que la fondation Raëleu a laissé prescrire par une inaction de plus de trente ans, la rente dont les arrérages sont aujourd'hui tardivement réclamés:

Attendu qu'en admettant gratuitement avec les appelants que la fondation Raëleu n'a pas été pourvue d'administrateurs légaux depuis l'an V jusqu'en 1851, comme étant une fondation libre et indépendante qui n'a jamais été soumise aux lois concernant les biens de l'université et de ses collèges, il en résulterait seulement qu'il aurait été de droit et d'obligation pour la famille de veiller à la conservation des bourses en question, soit en agissant directement contre le debo-rentier soit en provoquant la nomination d'administrateurs ou collateurs pour la représenter.

Par ces motifs :

La Cour, de l'avis conforme de M. l'avocat général Corbisier, recevant l'opposition à l'arrêt par défaut du 5 novembre 1856, y faisant droit sans s'arrêter aux faits posés par les appelants, comme étant non admissibles et non concluants, déclare l'opposition non fondée, ordonne que l'arrêt par défaut sortira ses pleins et entiers effets.

Condamne les opposants aux dépens.

Ainsi jugé et prononcé en audience publique de la Cour d'appel séant à Bruxelles, le 6 juillet 1858, où étaient présents MM. De Page, premier président; Lauwers, Levieux, Pardon, De Marbaix, conseillers; Corbisier, avocat général; Wauwermans, greffier.

Était signé : De Page, Wauwermans.

Pour expédition conforme :

Pour le Greffier en chef,

(Signé) : VAN NIEUWENHUYSEN, Greffier.

Pour copie conforme :

Le Secrétaire général du Ministère de la Justice,

J. PUTZEYS.

Note de M. le Ministre des Pays-Bas, du 9 janvier 1864.

Le Gouvernement des Pays-Bas ne peut que persister dans l'opinion qu'il a déjà développée au sujet du Projet de Loi sur les bourses d'étude présenté aux Chambres par le Gouvernement belge. Il se réfère à cet égard aux communications antérieurement faites, et continue à considérer le Projet de Loi comme lésant les droits et les intérêts néerlandais qui se trouvent en cause. Son plus vif désir, néanmoins, étant d'éviter toute nouvelle difficulté avec la

Belgique, il ne refuserait sans doute pas de prendre en sérieuse considération les propositions d'arrangement que le Gouvernement belge croirait devoir lui soumettre, dans le but de sauvegarder équitablement les intérêts néerlandais.

Dans les dernières communications verbales avec le Ministre des Pays-Bas à Bruxelles, MM. les Ministres des Affaires Étrangères et de la Justice, voulant de leur côté témoigner de leurs intentions conciliantes, ont exprimé l'opinion que l'art. 38 du Projet de Loi pourrait peut-être devenir le point de départ d'un arrangement.

Il s'agirait pour cela d'admettre pour les intéressés néerlandais, comme règle et mesure générale, la faculté exceptionnellement réservée par cet article aux boursiers, de faire leurs études dans des établissements situés hors de Belgique, de telle sorte que les jeunes gens néerlandais ayant des titres à la jouissance des bourses dont le siège d'administration est en Belgique, pourraient jouir de ces bourses en faisant leurs études dans des établissements néerlandais.

Une convention spéciale entre les deux Gouvernements devrait naturellement régler tous les détails de cet arrangement, et assurer notamment le mode de collation le plus conforme aux droits antérieurs et à l'intérêt des boursiers.

Afin de mettre le Gouvernement des Pays-Bas à même de se prononcer sur cette combinaison, il importerait de savoir si le Gouvernement belge en fait l'objet d'une proposition formelle destinée à être soumise à l'appréciation du cabinet de La Haye. Le Ministre des Pays-Bas ose espérer recevoir à cet égard une réponse dans un délai rapproché, son Gouvernement lui ayant de nouveau témoigné, de la manière la plus pressante, tout l'intérêt qu'il attache à la solution prompte et satisfaisante de cette question.

Bruxelles, 9 janvier 1864.